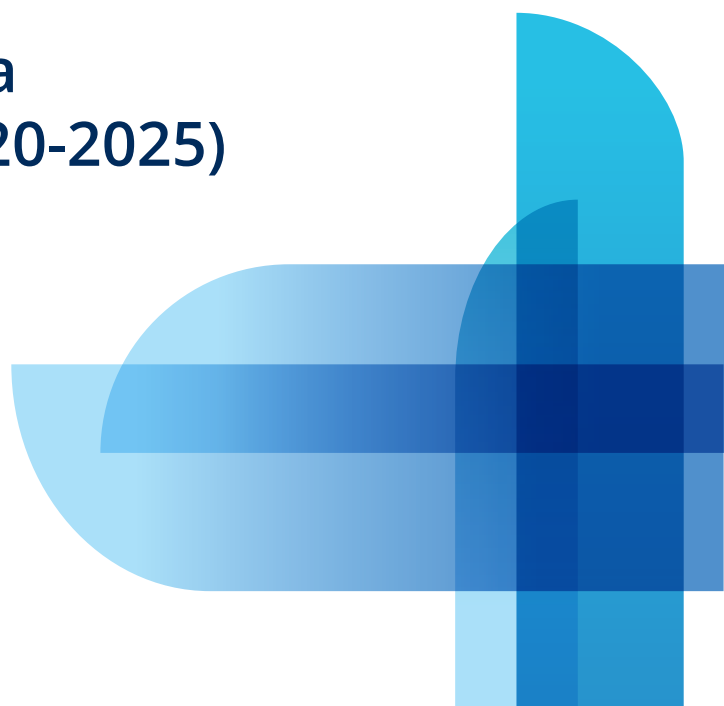


Etat des lieux des dynamiques liées à la violence politique en Côte d'Ivoire

Synthèse de cinq années de recherche à l'aide de la méthodologie SCORE (2020-2025)



Le contenu de ce rapport ne reflète pas l'opinion officielle de l'Union Européenne ou des organisations membres du consortium de mise en œuvre. La responsabilité des informations et points de vue exprimés dans ce dernier incombe entièrement aux personnes consultées et aux auteurs.

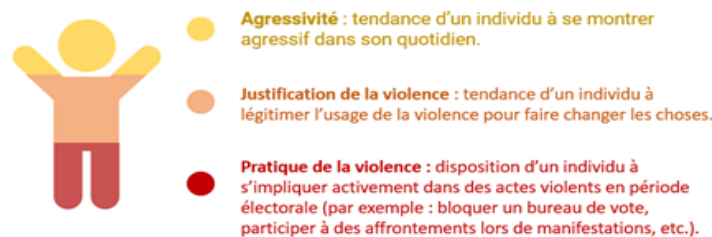
L'outil d'évaluation SCORE, développé par SeeD, a été mis en œuvre en Côte d'Ivoire de 2020 à 2025 pour étudier et analyser les dynamiques sociales liées à la violence politique et électorale dans le pays. Ce processus a conduit les équipes à parcourir chacun des 14 districts et chacune des 31 régions du pays, afin de documenter les dynamiques locales et transversales dans l'objectif de mieux comprendre les causes et les mécanismes menant à l'apparition de la violence en contexte communautaire pour des raisons électorales. Au total, un échantillon représentatif de 13 000 répondants a été interrogé, avec une représentativité assurée à l'échelle des districts, ainsi que selon les critères d'âge et de genre.

La méthodologie RAP/SCORE

Tout au long de ce processus d'apprentissage, les enquêtes quantitatives SCORE ont été associées à l'approche de Recherche-Action Participative (RAP) mise en œuvre par les équipes d'Indigo Côte d'Ivoire, afin d'enrichir les données statistiques par des perspectives qualitatives. Les résultats fournissent des outils exploitables pour affiner les stratégies de prévention en alignant les politiques nationales sur les réalités locales. L'indice SCORE (Social Cohesion for Reconciliation) est un outil d'évaluation de la cohésion sociale combinant les principes de la recherche participative à un système d'analyse statistique sophistiqué visant à guider la conception de politiques et à accompagner des programmes d'actions fondés sur des évidences statistiques. L'approche RAP (Recherche-Action Participative), mise en œuvre par Interpeace et Indigo Côte d'Ivoire, est structurée autour de consultations visant à mieux comprendre la situation de chaque contexte par rapport à la thématique d'intérêt de notre étude SCORE.

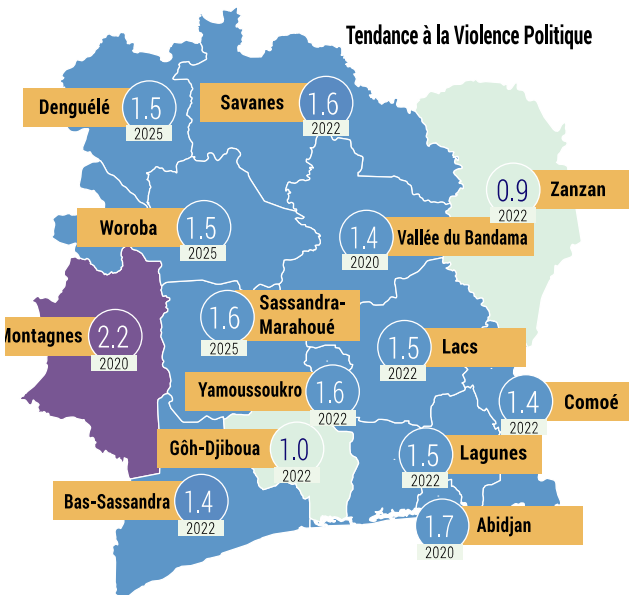
Mesurer les risques de comportements violents en période électorale : le concept de Tendance à la Violence Politique

La Tendance à la Violence Politique (TVP) constitue l'indicateur principal pour mesurer la propension des individus à recourir à la violence dans un contexte politique tendu. Elle repose sur la combinaison de trois dimensions, théoriquement et statistiquement validées, qui permettent d'évaluer dans quelle mesure un individu pourrait adopter un comportement violent en cas de défaite lors d'un scrutin.



Le niveau de risque de comportements violents peut être évalué sur une échelle de 0 à 10. Plus le score est élevé, plus l'individu présente des prédispositions à adopter ce type d'attitude. Ces scores individuels peuvent ensuite être agrégés à l'échelle locale afin de produire une représentation du risque de débordements violents dans une zone donnée¹.

La heatmap illustre ainsi la répartition géographique des niveaux de Tendance à la Violence Politique par district, mesurés depuis 2020. Elle montre que les risques les plus élevés se concentrent dans les districts des Montagnes et d'Abidjan.



Le tableau ci-dessous présente la répartition des comportements potentiellement violents par district à l'échelle nationale, selon trois catégories. La première, dite TVP négligeable, regroupe les répondants dont le score est inférieur à la moyenne, c'est-à-dire les individus moins enclins à la violence que la moyenne de l'ensemble des répondants². La deuxième, TVP à surveiller, correspond aux personnes ayant un score compris entre la moyenne générale et 5. Enfin, la catégorie TVP préoccupante regroupe les individus dont le score dépasse 5, indiquant une propension à la violence deux à trois fois supérieure à la moyenne.

	PRECIS (1.8)			PRELIA (1.4)							PREVEL (1.6)			
	Abidjan	Montagnes	Vallee du Bandama	Bas Sassandra	Comoé	Gôh-Djiboua	Lacs	Lagunes	Savanes	Yamoussoukro	Zanzan	Sassandra Marahoué	Denguele	Woroba
TVP PAR DISTRICT	1.7	2.2	1.4	1.4	1.4	1.0	1.5	1.5	1.6	1.6	0.9	1.6	1.5	1.5
TVP NEGLIGEABLE (TVP inférieure à la moyenne)	40%	22%	46%	61%	57%	72%	58%	59%	54%	54%	75%	57%	69%	63%
TVP A SURVEILLER (TVP comprise entre la moyenne et 5)	51%	66%	48%	36%	41%	26%	37%	38%	44%	42%	25%	40%	22%	36%
TVP PREOCCUPANTE (TVP supérieure à 5)	9%	12%	5%	3%	2%	1%	5%	4%	2%	3%	0%	3%	8%	2%
TVP (BAROMETRE)	1.4	1.4	1.2	1.0	1.2	1.5	1.5	0.9	1.1	1.8	1.0	1.3	1.9	1.3

Les comportements violents sont toujours l'œuvre d'une minorité.

1 Il est également possible de désagréger les résultats selon des variables sociodémographiques telles que le genre, l'âge ou le niveau d'éducation

2 La moyenne correspond au score de TVP obtenu en faisant la moyenne des résultats enregistrés dans l'ensemble des districts couverts indiquée pour chaque projet (voir les scores dans le tableau).

Le risque d'adoption de comportements violents concerne principalement une minorité d'individus, bien que les proportions observées dans les districts d'Abidjan, des Montagnes et de Denguélé restent relativement préoccupantes. La situation à Abidjan et dans les Montagnes se distingue particulièrement, car ces zones cumulent des taux élevés sur les deux dernières lignes¹ préfigurant un potentiel contingent de comportements violents ainsi qu'un risque accru de propagation sous l'effet de dynamiques contextuelles précises.

Depuis 2020, les recherches ont consisté à identifier statistiquement les différents facteurs associés à la TVP : les phénomènes qui en sont la cause, ceux qui agissent comme prédicteurs ou amplificateurs de cette tendance, autrement dit l'ensemble des dynamiques sociales, attitudes, dispositions individuelles et idéologies susceptibles d'inciter les individus à adopter un comportement violent lors des périodes électorales. L'analyse de ces facteurs a permis de stabiliser un cadre d'interprétation robuste, à partir duquel six messages synthétiques peuvent être extraits pour éclairer les phénomènes les plus déterminants.

Message #1. Des tensions locales persistantes

La vulnérabilité à la violence politique s'ancre dans des tensions communautaires non résolues, souvent liées à des litiges fonciers, des rivalités pour l'accès aux ressources ou au pouvoir, ainsi qu'à des différends mémoriels. Dans tous les districts visités, les principaux foyers de conflit concernent les « litiges fonciers », les « rivalités politiques » et les « tensions entre agriculteurs et éleveurs ». Ces tensions tendent à s'enliser en raison de l'absence de mécanismes locaux de médiation, de la faiblesse des institutions de résolution de conflits. Ce manque de régulation alimente des litiges persistants, qui érodent la cohésion sociale et prennent une tournure politique à l'approche des échéances électorales, exacerbant les risques de violences.

Message #2. Une interprétation ethnicisée de la vie sociopolitique

Malgré une apparente cohésion sociale et des interactions régulières entre groupes, les dynamiques identitaires locales révèlent des tensions profondes, alimentées par une lecture ethnocentrée du quotidien. Si la concurrence économique entre autochtones et non-autochtones est généralement tolérée, l'accès aux droits politiques demeure un marqueur sensible, souvent réservé aux groupes perçus comme « légitimes » ou « natifs ». Dans certains cas, comme dans le district du Denguélé, cette logique va jusqu'à réserver la compétition électorale aux seuls natifs, au détriment de la pluralité démocratique. Ce prisme ethnique structure la perception sociale et influence l'attribution des droits politiques, renforçant les logiques d'exclusion et de méfiance. Plus les citoyens interprètent leur environnement à travers des critères d'appartenance ethnique ou territoriale, plus il devient difficile de reconnaître l'Autre comme un acteur politique légitime — ce qui alimente l'idée que sa victoire électorale est « usurpée », et peut, dès lors, justifier le recours à la violence pour contester ou renverser son pouvoir.

Message #3. Pas mon camp, pas mon État : un déficit de culture démocratique menaçant la stabilité

En Côte d'Ivoire, la confiance et la légitimité accordées aux autorités démocratiquement élues varient drastiquement selon le camp politique auquel on appartient. Lorsqu'un individu ou un groupe n'a pas contribué à l'élection des dirigeants en place, la tendance est à refuser toute légitimité à ceux-ci, indépendamment du bon

¹ [TVP à surveiller et TVP préoccupante](#)

fonctionnement du processus démocratique. Ce rapport conditionnel à l'autorité traduit un déficit profond de culture démocratique, dans lequel l'État n'est perçu comme légitime que lorsqu'il est issu de "son" camp. Ce regard "par le bas" sur le pouvoir — qui lie la validité de l'État à sa proximité identitaire ou partisane — fragilise durablement les institutions et fait peser un risque constant sur la stabilité politique. Dès lors que l'acteur élu n'est pas jugé légitime, il devient plus facilement envisageable de recourir à la violence pour mettre en cause son autorité.

Message #4. Quand perdre les élections, c'est tout perdre : la défaite électorale comme menace existentielle

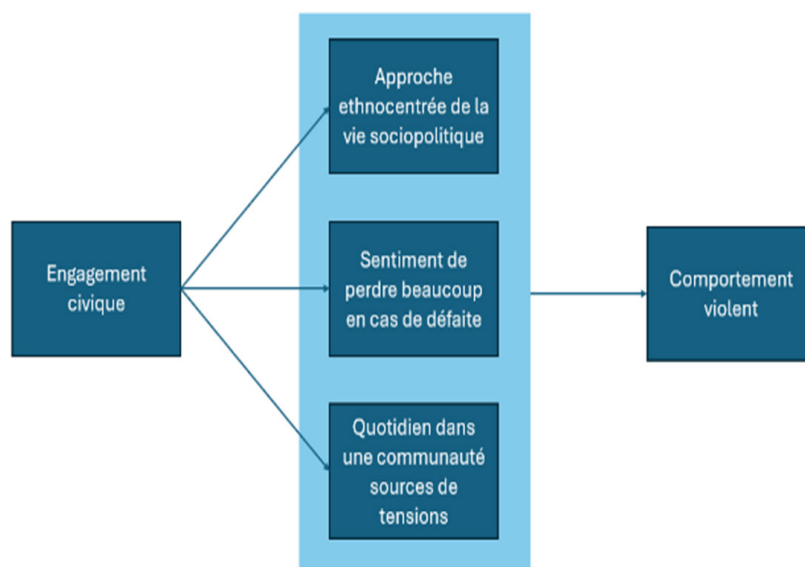
Souvent la défaite électorale est perçue comme une menace directe à la dignité, aux moyens de subsistance et à la représentation politique. Pour de nombreux électeurs, perdre une élection signifie non seulement la disparition d'un soutien personnel ou économique, mais aussi un sentiment de domination par un autre groupe, voire un profond déshonneur. Ce vécu transforme l'enjeu électoral en une question de survie sociale, identitaire et matérielle, bien au-delà du cadre strictement politique. Cette perception renforce les tensions et justifie parfois, aux yeux de certains, des comportements extrêmes pour empêcher la défaite. Elle illustre à quel point les dynamiques électorales sont enracinées dans des rapports de pouvoir informels et émotionnellement chargés, fragilisant ainsi la stabilité démocratique.

Message #5. Jeunesse ivoirienne : un moteur de changement en panne de confiance démocratique

À la veille des élections présidentielles, la jeunesse ivoirienne se trouve dans une position paradoxale : souvent perçue comme un levier de transformation politique, elle présente en réalité plusieurs signaux de désengagement démocratique préoccupants. Les jeunes sont plus enclins que les autres générations à échanger leur voix contre de l'argent, à tolérer les discours violents entre candidats, et à adhérer à des valeurs antidémocratiques. Ils manifestent une moindre connaissance du fonctionnement des institutions et une vision particulièrement critique du système, notamment par une perception aiguë de la corruption généralisée. De plus, leur niveau d'engagement civique est inférieur à celui de leurs aînés. Ce désengagement, loin d'être un désintérêt pur, semble découler d'un sentiment d'impuissance, d'une défiance envers l'impact des actions citoyennes et d'un manque d'espaces d'expression politique adaptés.

Message #6. Un engagement civique pouvant être dévoyé sous certaines conditions

Un engagement citoyen peut devenir une source d'instabilité lorsqu'il n'est pas accompagné d'une culture démocratique solide et de mécanismes de participation inclusifs. Dans un contexte de méfiance généralisée envers les institutions, de sentiment d'exclusion ou de perte de privilèges, l'implication civique peut progressivement glisser vers des formes de mobilisation violente. Ce basculement est d'autant plus probable lorsque les individus manquent d'informations sur le fonctionnement démocratique, sont exposés à des discours polarisants, ou participent à des logiques clientélistes (vote contre récompense). La figure ci-dessous illustre trois facteurs clés qui, en combinant engagement civique et contexte socio-politique tendu, favorisent la transformation de l'engagement en comportement violent.





Arsène KONAN
Chargé de programme

Mail : konan@interpeace.org
Tel : +225 27 22 42 33 41

www.interpeace.org  @Interpeace_Org     @interpeace



**Financé par
l'Union Européenne**



In Partnership with the United Nations